



## Santé publique

### Les généralistes ont une bonne image

Les 5 et 6 janvier 2007, pour la revue *Ça m'intéresse*, l'Institut IPSOS a interrogé par téléphone un échantillon de 952 personnes, représentatives de la population française de 18 ans ou plus, sur leur image des médecins et en particulier des généralistes.

Selon IPSOS, alors qu'un des éléments du mal-être actuel de la profession est le sentiment d'une dégradation du statut des médecins dans la société, l'enquête montre que les Français sont très loin de les déconsidérer : plus de quatre Français sur cinq ont une très bonne ou plutôt bonne opinion de la façon dont les médecins exercent actuellement leur métier (87 % concernant les seuls généralistes).

Toujours selon IPSOS, si les médecins bénéficient d'une telle considération, c'est sans doute parce que les Français sont plutôt satisfaits de la manière dont se déroulent les consultations.

Par exemple, le temps qu'ils leur consacrent lors d'une consultation est jugé suffisant par près des trois quarts des Français (72 %). Au regard du discours des généralistes qui se plaignent d'être contraints d'accélérer les consultations du fait de la surcharge de travail liée à une démographie médicale déclinante, l'insatisfaction des patients sur ce plan est donc limitée. D'ailleurs, les médecins leur paraissent même avoir le temps pour aborder des questions comme l'hygiène de vie (diététique, vaccinations, examens préventifs, etc.). En effet, 32 % des Français estiment qu'ils abordent « *plus souvent* » ces questions qu'il y a dix ans, contre seulement 11 % qui trouvent qu'ils les abordent « *moins souvent* ». Une majorité n'en reste pas moins sur l'idée d'une absence d'évolution sur ce plan : 54 % estiment qu'ils abordent « *ni plus, ni moins souvent* » ces sujets qu'il y a dix ans.

Dans l'ensemble, il est intéressant de noter combien les Français sont marqués par une vision technique et scientifique de la médecine. Certes,

ils s'avèrent assez partagés : 43 % déclarent avoir plus confiance dans un jeune médecin familial avec les progrès de la science ; 39 % déclarent avoir plus confiance dans un médecin âgé qui semble avoir une longue expérience. Mais dans leur grande majorité, ils s'en remettent plus aux résultats scientifiques issus d'examens sanguins ou radiographiques (à 62 %) qu'à un diagnostic basé sur de simples examens corporels (26 %).

Cette confiance envers les médecins favorise une certaine fidélité des patients envers leur médecin généraliste. Naturellement, la mise en place du système du médecin traitant favorise ce lien de fidélité mais la part de patients volatiles était déjà faible avant sa mise en place il y a près de deux ans. Il faut d'ailleurs relever que l'instauration du système en 2005 n'a pas provoqué beaucoup de changements : seuls 16 % des Français ont changé de médecin depuis moins de deux ans. Sinon, une majorité n'a pas changé depuis au moins six ans (52 %) et un sur dix n'a jamais changé (10 %).

Cependant, une part importante de Français – trois sur dix – ont remplacé ou sont disposés à remplacer leur médecin généraliste par un praticien de médecine douce comme un homéopathe, un acupuncteur ou un phytothérapeute : 6 % l'ont déjà fait et 24 % sont tentés, dont 9 % « *tout à fait tentés* ».

#### Pour aller plus loin

Les commentaires d'IPSOS :  
<http://www.ipsos.fr/Canallpsos/articles/2081.asp>.

Tous les résultats :  
<http://www.ipsos.fr/Canallpsos/poll/8368.asp>.



## Vie associative

---

### Partenaires financiers ou ressources propres : une association sur deux exprime des besoins

Selon une enquête que le cabinet ADECAN <sup>(1)</sup> a réalisée auprès de 430 associations, 54 % expriment le besoin de trouver de nouveaux partenaires financiers ou de développer des ressources propres.

En fait, comme les associations pouvaient exprimer plusieurs priorités, le taux est de 43 % pour les nouveaux partenaires financiers et de 22 % pour les ressources propres.

Les dirigeants d'association expriment ensuite des besoins pour trouver un ou des bénévoles supplémentaires (16 %), améliorer la communication (12 %), développer une activité existante (10 %), développer le nombre des adhérents (10 %)...

Par contre, peu de dirigeants d'association jugent nécessaire d'améliorer le fonctionnement du bureau ou du conseil d'administration (1,3 %), ou les relations bénévoles/salariés (1,1 %).



## Politique

---

### Ce n'est pas l'affaire du juge électoral

Le Conseil constitutionnel a enregistré 583 contestations des élections législatives. Un record : 162 en 2002 ; 172 en 1997 ; 225 en 1993 ; 99 en 1988... La plupart des réclamations proviennent des candidats du Front national (dont, en Mayenne, Paul Le Morvan, Katell Mautin et Bruno de la Morinière), au motif de l'absence de redécoupage des circonscriptions électorales. De fait, la répartition actuelle des sièges de députés entre circonscriptions, telle

qu'elle résulte de la loi du 11 juillet 1986, ne repose pas sur des « bases essentiellement démographiques », en violation du principe d'égalité devant le suffrage.

La plainte est légitime, mais jugée irrecevable : le Conseil constitutionnel a rappelé qu'il ne lui appartenait pas, lorsqu'il se prononce en qualité de juge électoral, d'apprécier la constitutionnalité de dispositions législatives...

#### La pensée hebdomadaire

« Dans les États très pauvres du Nord-Est du Brésil, les mères ont une coutume. Le soir, lorsque les enfants des bidonvilles pleurent parce qu'ils ont faim, les mères mettent une casserole d'eau sur le feu, elles ajoutent des pierres, et les font cuire, et elles disent aux enfants " c'est bientôt prêt ", en espérant qu'ils vont s'endormir et arrêter de pleurer »...

Jean Ziegler, cité par Erwin Wagenhofer et Max Annas,  
*Le Marché de la faim - Le livre du film We feed the world* », Arles, Actes Sud, 2007.

---

<sup>(1)</sup> – ADECAN, Centre routier, 79260 La Crèche, mél. [agence.adecan@wanadoo.fr](mailto:agence.adecan@wanadoo.fr)